

mises à l'approbation du Conseil des ministres qui représentent les pays membres.

Cette réunion ministérielle aura servi à raffermir la détermination des principaux pays exportateurs de blé à collaborer étroitement dans le but de maintenir la stabilité des prix dans le cadre de l'Arrangement international sur les céréales. Le Canada a joué et continue à jouer, dans des circonstances très difficiles, un rôle important à cette fin. Je ne voudrais pas donner l'impression que cette réunion de Washington a résolu tous nos problèmes, mais je suis réconforté par l'attitude constructive manifestée à cette réunion par les pays exportateurs. Les nouvelles dispositions de consultation permanente entre les pays exportateurs vont favoriser une collaboration plus efficace.

Monsieur l'Orateur, je regrette de ne pas pouvoir donner plus de précisions au sujet des mesures de redressement contenues dans le communiqué. Je prévois les questions qui seront posées. Le prix du blé est une chose très délicate et je sais que les honorables députés ne s'attendent pas à ce que je dévoile des renseignements précis sur la mise en marché, au risque de nuire au succès des ventes au jour le jour de la Commission canadienne du blé.

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, je crois que c'est le ministre de l'Industrie et du commerce (M. Pepin) qui, il y a quelques jours, a exhorté l'un des députés de l'opposition officielle à s'inscrire à l'université, afin d'apprendre à déchiffrer les communiqués pour pouvoir les interpréter mieux. Toutes les universités que nous avons ne suffiraient pas à nous apprendre à déchiffrer ce que le ministre a tenté de nous expliquer aujourd'hui. Voyons la dernière phrase de la déclaration du ministre:

Monsieur l'Orateur, je regrette de ne pouvoir donner plus de précisions au sujet des mesures de redressement contenues dans le communiqué.

Dans celle qui précède, il dit:

... je suis réconforté par l'attitude constructive manifestée à cette réunion par les pays exportateurs.

• (2.10 p.m.)

Le ministre nous a dit que la réunion de Washington avait été un nouvel échec. Cela n'encouragera pas les agriculteurs de l'Ouest qui, depuis un an ou deux, ont subi des pressions parce qu'ils n'ont pu livrer leurs céréales. Le résultat de la réunion n'encouragera guère le premier ministre (M. Trudeau) qui, en ce moment, fait une tournée dans l'Ouest en vue de donner quelque espérance aux cultivateurs. Il va avoir des difficultés à leur expliquer que non seulement ils doivent s'attendre à vendre moins de céréales, mais encore, que leur revenu va en souffrir.

[L'hon. M. Pepin.]

J'ai devant moi un article du *Wall Street Journal* en date du 19 juin dont je vais donner lecture:

Pour joindre les deux bouts, le gouvernement de l'Argentine va commencer à acheter du blé sur le marché mondial. On a annoncé qu'il achèterait 7,348,000 boisseaux la semaine prochaine. L'Argentine va chercher à acheter du blé au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Russie.

L'Argentine était parmi les participants. Je ne comprends pas qu'un ministre canadien puisse rentrer des États-Unis et nous dire que le Canada n'a pas réussi à conclure un arrangement raisonnable au sujet de la commercialisation de nos céréales. Apparemment, l'Argentine a su régler ses problèmes à cet égard. Étant donné qu'un gouvernement libéral antérieur avait assuré aux cultivateurs de l'Ouest un prix minimum de \$1.95½ le boisseau le ministre n'estime-t-il pas que le gouvernement actuel doit faire sienne cette promesse? Compte tenu de la conjoncture économique, ne serait-il pas sage de la part du gouvernement d'adopter cette attitude d'autant plus qu'il a subi un échec non seulement à cette dernière réunion, mais aussi à des réunions antérieures.

Je ne comprends pas comment un ministre espère que nous prendrons de bon cœur nos vacances d'été sans même savoir si le contingent de cinq boisseaux sera en vigueur dans beaucoup de régions. Certains cultivateurs dont le blé est de type inférieur ne peuvent même pas obtenir \$1.48 ou \$1.45 le boisseau. Telle est la situation dans laquelle nous nous trouvons et le gouvernement actuel ne peut même pas donner d'assurance aux agriculteurs ou à leurs créanciers. Le gouvernement a des obligations envers les citoyens. Je demande au ministre de l'Industrie et du Commerce de téléphoner au premier ministre, qui se trouve dans l'Ouest, et à la lumière de l'échec de sa mission à Washington de proposer au premier ministre une façon de procéder qui facilitera un peu les choses pour ce dernier.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le ministre ait pu faire rapport à la Chambre aujourd'hui. Il revient, j'en suis sûr, d'une mission difficile. A en juger par le communiqué il semblerait qu'il n'est pas très satisfait des résultats. Ses renseignements ne sont pas concluants. Un tel rapport ne me permettrait pas comme cultivateur, et ne permettrait à aucun fermier de ma circonscription de nourrir de fermes espoirs et de faire des projets solides dans l'industrie céréalière en général.

Dès sa signature, l'Arrangement international sur les céréales était voué à l'insuccès. Que ce soit parce qu'il n'a pas été assez soigneusement étudié ou que certaines des parties ne voulaient pas s'engager à fond, je ne sais.